

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

L'activité économique a été particulièrement dynamique au Québec au cours des dernières années. La hausse du produit intérieur brut (PIB) réel a atteint 2,8 % en 2017 et 2,3 % en 2018.

Bien que le contexte économique demeure favorable, une croissance plus modérée est attendue au cours des prochaines années. La progression du PIB réel devrait s'établir à 1,8 % en 2019 et à 1,5 % en 2020.

La création d'emplois a ralenti en 2018, limitée par le resserrement du bassin de main-d'œuvre disponible en raison notamment du vieillissement de la population. Après une forte hausse de 90 200 emplois en 2017, il s'est créé en moyenne 38 900 emplois en 2018.

Le taux de chômage a reculé, passant de 6,1 % en 2017 à 5,5 % en 2018, un creux annuel historique.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES AU QUÉBEC

(variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2018	2019	2020
Produit intérieur brut réel	2,3	1,8	1,5
Exportations	2,9	2,6	2,2
Indice des prix à la consommation	1,7	1,4	2,0
Mises en chantier (en milliers d'unités)	46,9	42,8	40,7
Création d'emplois (en milliers)	38,9	38,8	27,1
Taux de chômage (en %)	5,5	5,4	5,3
Marchés financiers canadiens (en %)			
Taux cible du financement à un jour	1,4	1,9	2,2
Bons du Trésor du Canada – 3 mois	1,4	1,9	2,2
Obligations du Canada – 10 ans	2,3	2,3	2,8
Dollar canadien (en cents américains)	76,9	76,7	78,6

UN CADRE FINANCIER ÉQUILIBRÉ

Le cadre financier présente un solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire de 2,5 milliards de dollars en 2018-2019. Le gouvernement prévoit l'équilibre budgétaire de 2019-2020 à 2021-2022, puis de légers excédents en 2022-2023 et 2023-2024. La bonne tenue de l'économie depuis mars 2018 permet notamment de remettre de l'argent dans le portefeuille des Québécois et de favoriser l'investissement des entreprises.

Les revenus consolidés atteignent 115,6 milliards de dollars en 2019-2020, avec une croissance de 1,8 %. Celle-ci atteindra 3,2 % en 2020-2021. Les dépenses consolidées s'élèvent à 113,0 milliards de dollars en 2019-2020, avec une croissance de 4,7 %. Celle-ci s'établira à 3,2 % en 2020-2021.

CADRE FINANCIER CONSOLIDÉ DE 2018-2019 À 2023-2024

(en millions de dollars)

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Revenus autonomes	90 146	90 714	93 789	97 034	100 443	103 895
<i>Variation en %</i>	4,9	0,6 ⁽¹⁾	3,4	3,5	3,5	3,4
Transferts fédéraux	23 411	24 924	25 600	25 950	26 589	27 251
<i>Variation en %</i>	4,1	6,5	2,7	1,4	2,5	2,5
Revenus consolidés	113 557	115 638	119 389	122 984	127 032	131 146
<i>Variation en %</i>	4,8	1,8	3,2	3,0	3,3	3,2
Dépenses de portefeuilles	-99 052	-104 038	-107 467	-110 645	-113 911	-117 287
<i>Variation en %</i>	5,1	5,0	3,3	3,0	3,0	3,0
Service de la dette	-8 899	-8 996	-9 138	-9 292	-9 661	-9 727
<i>Variation en %</i>	-3,7	1,1	1,6	1,7	4,0	0,7
Dépenses consolidées	-107 951	-113 034	-116 605	-119 937	-123 572	-127 014
<i>Variation en %</i>	4,3	4,7	3,2	2,9	3,0	2,8
Provision pour éventualités	—	-100	-100	-100	-100	-100
SURPLUS⁽²⁾	5 606	2 504	2 684	2 947	3 360	4 032
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE						
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	-3 106	-2 504	-2 684	-2 947	-3 260	-3 582
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽³⁾	2 500	—	—	—	100	450

(1) La variation est de 1,0 % aux revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement et de -5,8 % pour ceux provenant des entreprises du gouvernement. La faible variation de 0,6 % aux revenus autonomes est principalement attribuable aux mesures mises en œuvre au cours des dernières années à l'égard des revenus.

(2) Il s'agit du solde au sens des comptes publics.

(3) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

RÉDUCTION DE LA DETTE

À 46,1 % du PIB au 31 mars 2019, le poids de la dette brute du Québec est à son plus bas en plus de vingt ans. L'objectif de réduction de la dette brute à 45 % du PIB sera atteint en 2020-2021, soit cinq ans plus tôt que prévu. Le budget 2019-2020 prévoit une réduction graduelle du poids de la dette en raison du maintien de l'équilibre budgétaire, des versements au Fonds des générations et de la croissance économique.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DE 2018-2019 À 2023-2024

(en millions de dollars)

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
FONDS GÉNÉRAL						
Besoins financiers nets	1 254	1 826	2 750	3 087	3 325	3 369
Remboursements d'emprunts	11 294	4 823	3 848	9 293	8 326	5 928
Utilisation du Fonds des générations pour rembourser des emprunts	-8 000	-2 000	—	—	—	—
Variation de l'encaisse	-9 747	-4 167	—	—	—	—
Dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) ⁽¹⁾ et à d'autres fonds liés aux régimes de retraite	1 205	—	—	—	—	—
Contributions au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts	1 500	—	—	—	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽²⁾	827	—	—	—	—	—
Financement par anticipation réalisé	4 167	—	—	—	—	—
FONDS GÉNÉRAL	2 500	482	6 598	12 380	11 651	9 297
FONDS DE FINANCEMENT	11 900	9 400	9 000	9 000	9 300	11 000
FINANCEMENT-QUÉBEC	1 200	1 900	1 800	2 700	2 000	1 700
TOTAL	15 600⁽³⁾	11 782	17 398	24 080	22 951	21 997
Dont : remboursements d'emprunts	19 601	11 066	11 528	14 231	13 277	12 820

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

(1) Les dépôts au FARR sont facultatifs; ils ne sont inscrits dans le programme de financement qu'une fois qu'ils ont été effectués.

(2) Dans le cadre de la politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contrepartistes, le gouvernement débourse ou encaisse des montants à la suite notamment des mouvements des taux de change. Ces montants n'ont pas d'effet sur la dette.

(3) Cette donnée est obtenue sur la base des emprunts réalisés au 6 mars 2019.

Le programme de financement du gouvernement pour 2019-2020 s'établira à 11,8 milliards de dollars. Pour les quatre années suivantes, soit de 2020-2021 à 2023-2024, il s'établira en moyenne à 21,6 milliards de dollars par année.

En 2018-2019, le gouvernement a réalisé 17,0 % de ses emprunts sur les marchés étrangers, ce qui est comparable à la moyenne des dix dernières années (19,2 %) :

- 1 milliard d'euros (1,5 milliard de dollars canadiens);
- 500 millions de livres sterling (868 millions de dollars canadiens);
- 160 millions de dollars australiens (154 millions de dollars canadiens);
- 115 millions de dollars néo-zélandais (103 millions de dollars canadiens).

Plus de 76 % des emprunts réalisés en 2018-2019 avaient une échéance de 10 ans et plus.

Au 31 mars 2019, l'échéance moyenne de la dette devrait s'établir à 11 ans.

Depuis le lancement du programme d'obligations vertes, quatre émissions totalisant 2,3 milliards de dollars ont eu lieu.

COTES DE CRÉDIT

Six agences de notation évaluent la cote de crédit du Québec. Ces six agences attribuent actuellement une perspective stable à la cote de crédit du Québec.

COTES DE CRÉDIT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Agence de notation	Cote de crédit	Perspective
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	AA-	Stable
Fitch	AA-	Stable
DBRS	A (high)	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable
China Chengxin International (CCXI)	AAA ⁽¹⁾	Stable

(1) Il s'agit de la cote de crédit pour l'émission d'obligations sur le marché chinois.

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances :
12, rue Saint-Louis
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 528-7382
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : info@finances.gouv.qc.ca

Finances

Québec

